



LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DU CHSCT DU VAR

Les agents sont la préoccupation principale des organisations syndicales du Var. Le CHS-CT est leur outil, notre outil pour améliorer les conditions de vie au travail, prévenir et agir contre les risques psychosociaux.

Nous dénonçons fermement l'attitude de l'Administration qui fait totalement le contraire des principes qu'elle édicte.

Que ce soit à la DGFIP, à la DGDDI, ou à l'INSEE, les réformes sont d'une telle ampleur qu'elles occultent totalement l'individualité des personnels, accroissant ainsi un stress insupportable au quotidien.

À la DGFIP, le projet de déconcentration de proximité, géographie revisitée ou autres termes selon l'humeur ou l'imagination galopante du ministre Darmanin remet gravement en cause le service public, les implantations territoriales mais également nos missions avec à la clé la suppression de milliers d'emplois.

Localement, les promesses de maintenir des antennes sur la quasi-totalité du département du Var ne sont qu'un leurre pour faire passer la pilule, tout comme l'ouverture vers le travail à domicile ou à distance.

Vous ne percevez visiblement pas les effets dévastateurs d'une telle politique de l'emploi menée tambour battant.

À cet égard nous ne pouvons qu'être interpellés par les résultats, à la DGFIP, de l'enquête effectuée à l'automne 2018 par l'observatoire interne des MEF.

Tout d'abord, la participation en retrait de 4 points par rapport à 2017, traduit l'exaspération des agents, ou le manque de temps pour répondre à ce type d'enquête alors que les signaux de ras-le-bol qu'ils émettent face à la situation des services et de rejet des restructurations sont quotidiens.

76 % des agents pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens ;

entre 63 et 73 % des agents suivant leur catégorie trouvent les changements trop rapides et non maîtrisés par le management (opinion de 64 % des A+, en hausse de 14 % en 1 an)

Seul 19 % des agents se sentent acteurs des changements (y compris la majorité des encadrants)

40 % des agents seulement sont satisfaits de travailler dans un MEF, 76 % sont pessimistes et 61 % voient leur motivation diminuer (- 8 points chez les B et C, - 5 chez les A et A+).

Sur la communication autour des projets, là aussi le fossé s'est creusé entre les cadres dirigeants et la base, qui estime à 61 % être mal informée (dont 52 % pour les A+ soit 8 points de plus qu'en 2017).

En revanche 62 % des agents pensent que les OS leurs apportent des informations intéressantes.

Comme quoi la loyauté ne rend pas toujours populaire !

Pourtant la première orientation ministérielle pour 2019 consiste à renforcer et accompagner l'évaluation et la prévention des risques professionnels.

Au-delà des problématiques directionnelles, les agents dénoncent le projet de loi de transformation de la fonction publique qui est une véritable entreprise de démolition de leurs droits et du statut de la fonction publique. Par ce projet de loi, le gouvernement veut notamment acter :

- le recours accru aux contractuels,
- la disparition des CHS-CT par fusion des instances représentatives des personnels et création d'une instance unique de dialogue social,
- l'absence de consultation des CAP en matière de promotion, mutation, notation : la porte ouverte à l'arbitraire !
- la création d'une rupture conventionnelle pour le secteur public en cas de suppression de poste et mise en place de primes de départ volontaire,
- l'instauration d'une rémunération au mérite à titre collectif,
- la poursuite des suppressions d'emplois.

C'est la fin annoncée du statut général des fonctionnaires et un véritable saut dans l'inconnu pour de nombreux agents !

Le retrait de cette loi est pour les organisations syndicales, la seule alternative, car elle n'est ni amendable, ni modifiable.

Pour ces raisons, l'intersyndicale appellera à une mobilisation massive le 9 mai prochain dans nos directions.

De plus, c'est avec étonnement que nous avons lu la prose du DDFiP sur ULYSSE, nouveau moyen de propagande officielle du Directeur pour répondre aux syndicats.

Le DDFiP explique, concernant le nouveau CFP de La SEYNE qu' *« il constitue d'ores et déjà une belle réussite d'ensemble dont chacun se félicite. »*

Notre action du 15 avril nous a permis de relever un certain nombre de problèmes qui démentent totalement cette appréciation.

Ce jour-là, nous constatons qu'aucun panneau n'indique le CFP qui se trouve au fond d'une rue, impossible à trouver sans GPS !!

Le DDFiP a bien mis en œuvre sa philosophie : Il faut désintoxiquer les usagers de l'accueil physique ! Un bon point, le CFP est bien caché.

Une fois sur place, le parking se révèle dangereux, avec une seule voie pour descendre au parking, voie sur laquelle les voitures descendantes ne peuvent croiser celles qui montent compte tenu de la largeur de cette voie.

Mieux, compte tenu de l'affluence énorme ce 15 avril, des véhicules étaient directement garés sur le passage menant à l'entrée du bâtiment ce qui en rendait l'accès impossible sans escalader des plots. Le parcours du combattant se corse donc pour l'utilisateur lambda. D'ailleurs, l'entrée n'est pas indiquée non plus ce qui fait que les usagers tournent un peu devant le bâtiment avant de comprendre où cela se trouve.

Dans la matinée, les voitures bloquant l'accès partent. Les militants peuvent donc enfin se mettre en place pour distribuer des flyers aux usagers et faire signer une pétition. Car contrairement au titre de VAR MATIN qui semble avoir provoqué la réaction du DDFiP sur ULYSSE, nous étions là

pour sensibiliser les usagers sur les réformes en cours aux Finances Publiques. Étant devant l'entrée, cela a empêché d'autres véhicules de se garer. Il semble tout de même que mettre 2 plots pour éviter le parking sauvage devant l'entrée soit bienvenu.

A 10h30, la salle d'attente est pleine à craquer. Il est annoncé une heure d'attente pour les usagers du SIP ! Des contribuables viennent nous voir excédés. Une dame âgée se plaint, « *il n'y a pas de toilettes pour les contribuables, j'attends depuis une heure, je dois aller aux toilettes* ». Encore un bon point pour le DDFiP ! Hé oui, dans les nouveaux CFP, hors de question de permettre aux usagers d'accéder à des toilettes, à des distributeurs de boissons et autres éléments de confort. Ils ne doivent plus revenir : Il faut les DESINTOXIQUER !!!!

De la même manière, les contribuables se plaignent du départ du CFP qui se trouvait précédemment au centre-ville. Plusieurs usagers venant de Six-fours ne comprennent pas pourquoi la trésorerie où ils venaient payer est fermée ce qui les oblige à venir dans la zone des Playes.

Il est clair que la politique de notre DDFiP est bien d'obliger les usagers à utiliser leur véhicule pour se déplacer en délocalisant les services des centres-villes vers des zones commerciales extérieures. Vive l'écologie !

Les usagers se sont également plaint du fait que le CFP n'était plus du tout ouvert les après-midi. Ils sont très majoritairement opposés au tout internet que privilégient DARMANIN et le DDFiP.

Autre embûche, le concepteur du bâtiment n'a pas trouvé mieux que de créer une forte déformation sur le sol juste devant l'entrée, ce qui entraîne un important risque de chute. De nombreux usagers se sont pris les pieds et ont trébuché.

Enfin pour ceux qui viennent en bus, c'est danger mortel ! En effet, il n'existe pas de passage protégé pour pouvoir traverser une rue où circulent de nombreux véhicules.

En 2H, nous avons recueilli 91 signatures sur la pétition pour le maintien de nos services mais aussi reçu de très nombreux témoignages de mécontentement des usagers sur la fermeture de la trésorerie de Six-Fours et la délocalisation du CFP du centre-ville vers la zone des Playes.

La secrétaire du CHSCT s'est adressée à vous pour vous faire part de ces points, bizarrement vous avez été beaucoup plus prompt à répondre à l'article de Var Matin qu'aux remarques concernant les questions de sécurité qui vous ont été posées,

Nous avons d'ailleurs découvert que le nouveau CFP n'est pas examiné dans le cadre du PAP 2019 !

Le DDFiP du Var a aussi oublié de mentionner le courrier du Maire de La Seyne sur Mer qui s'est adressé au Préfet, au Ministre et au DDFiP. Nous proposons donc au Directeur de publier sur ULYSSE ce courrier concernant les modifications d'horaires et le déplacement du CFP vers la zone des Playes. En effet, le maire de La Seyne représente la population, contrairement au DDFiP qui n'est ni représentant des usagers, ni représentant des personnels au nom desquels il affirme s'exprimer.

Un comité hygiène et sécurité devait se tenir aujourd'hui. Les conditions d'organisation d'un débat serein ne sont pas réunies dans le contexte actuel. Les organisations syndicales du Var ont décidé de boycotter la première convocation du CHS-CT et appellent les agents à se mobiliser.